

Économie politique des Capitalismes Perspectives Nord/Sud

Séminaire commun
Les Afriques dans le Monde
Centre Émile Durkheim

Journées d'étude▲▼

20 – 21 oct. 2022

Sciences Po Bordeaux
Salle A202

Pour en savoir plus ▼



Économie politique des capitalismes Perspectives Nord/Sud

Journées d'étude ▲▼

Séminaire commun

Les Afriques dans le Monde

Centre Émile Durkheim

20-21
oct. 2022

Sciences Po Bordeaux
Salle A202

Comité d'organisation :

Jean-Philippe Berrou
Clémentine Chazal
Caroline Dufy
Alexe Duvaut
Ahmed Fouad El Haddad
Faouzi El Mestari

Hein Htet
Thibaut Joltreau
Luc-Yaovi Kouassi
Alain Piveteau
Antoine Roger
Alice Sindzingre
Andy Smith

Programme

jeudi 20 oct.

13H00 - 14H00 - Discours d'ouverture 1 «Les relations entre le marché et les économies politiques. Quelques enseignements tirés de l'histoire longue européenne»

Laurence Fontaine, Directrice de recherche CNRS, EHESS et Centre Maurice Halbwachs

La communication partira de la manière dont le marché s'est construit en Europe à l'ombre du pouvoir aristocratique pour faire ressortir en quoi nous sommes toujours tributaires de cette histoire. Elle s'intéressera également à la manière dont certains philosophes des Lumières, dont Smith en particulier, ont réfléchi aux fonctionnements du marché qu'ils avaient sous les yeux et pensé lutter contre ses dérives. Ces analyses chercheront également à montrer combien la réflexion de ces hommes des Lumières sur le – et les – marchés reste aujourd'hui pertinente. On conclura sur les effets du « désencastrement » initiée par Say au début du XIX^e siècle.

14H15 - 16H15 - Panel 1 «Les capitalismes au Nord et au Sud : perspectives épistémologiques»

Ce panel interroge l'objet « capitalisme » dans deux espaces habituellement opposés, le « Nord » et le « Sud » et cherche à comprendre si cet objet ainsi que les méthodes pour l'appréhender et le qualifier sont identiques ou pas. Ces analyses d'ordre conceptuel et épistémologique seront conduites soit à partir de matériaux empiriques et d'une remontée en généralité, soit de réflexions théoriques ou d'un état de l'art. Les questions sous-jacentes sont celles de la contribution des Suds à la « variété des capitalismes ». Ceci de fait éloigne l'analyse des transformations productives et sociales aux Suds des présupposés habituellement effectués en termes de rattrapage ou de rapports de domination, voire implique un questionnement pouvant aller jusqu'à la pertinence même du concept de capitalisme pour saisir la nature des transformations en cours au Sud, et même au Nord.

Intervenant-es :

Elsa Lafaye de Micheaux, Enseignante-chercheuse Université de Rennes, CASE (Centre Asie du Sud-Est), économie politique

Aborder la diversité des capitalismes sud-est asiatiques : trajets théoriques, structures et terrains comparés

Avec +5% en moyenne de PIB par an depuis 2000, l'Asie du Sud-Est est un pôle de croissance remarqué : elle représente en 2022 la 5e région économique et la 4e zone exportatrice mondiale. Marquée par l'hétérogénéité des histoires et des institutions et par la variété des modèles de développement, l'Asie du Sud-est n'est cependant pas une région aisée à appréhender d'un point de vue économique. Du fait des écarts de niveau de développement, mais aussi de systèmes économiques contrastés, de stratégies longtemps divergentes et des décalages dans les dynamiques de l'insertion internationale, elle résiste aux explications classiques. Pourtant, les progrès objectifs d'une intégration régionale amorcée politiquement avec la création de l'ASEAN en 1967, le déploiement régional des chaînes de valeur (électronique et automobile) américaine puis japonaise, l'amélioration rapide de sa connectivité sous les effets des programmes internationaux (Greater Mekong Subregion depuis 1992), de sa stratégie propre ou de la Belt and Road Initiative chinoise depuis 2013 invitent à la saisir en tant que telle dans sa complexité.

La théorie régulationniste de la diversité des capitalismes (R. Boyer 2015) est convoquée dans ce cadre : à partir d'un retour sur un parcours de chercheur, on montre que cette approche théorique est très opératoire dans ce contexte et constitue aujourd'hui un chantier scientifique ouvert, tant théorique qu'historique et empirique, au croisement des questionnements et des travaux sur les capitalismes dépendants, la montée en puissance chinoise ou pour renouveler l'analyse macroéconomique des économies nationales qui composent l'Asie du Sud-Est.

Nicolas Pons-Vignon, Professeur à University of Applied Sciences and Arts of Southern Switzerland. Department of Business Economics, Health and Social Care, Competence centre Labour, Welfare and Society. Économie politique

Anatomie de l'échec de l'État développeur en Afrique du Sud

Malgré la prégnance de la référence à l'État développeur dans les politiques économiques sud-africaines, personne ne considère à ce jour sérieusement le pays comme tel. Pire, la corruption qui gangrène les hautes sphères de l'État semble au contraire suggérer l'émergence d'un État prédateur. Cet article analyse l'Afrique du Sud postapartheid au prisme du paradigme de l'État développeur, c'est-à-dire en se concentrant sur les relations entre secteur privé et État pour déceler la capacité (ou non) de ce dernier à mobiliser et orienter l'investissement dans une direction facilitant l'accumulation au niveau national. Il est possible, dans la tradition d'Hirschman, que l'examen d'un échec soit aussi riche d'enseignements que celui d'un succès, et contribue à problématiser l'applicabilité du modèle de l'État développeur.

L'État développeur a deux caractéristiques centrales : la promotion des activités à rendement croissants, et la mise en œuvre de mécanismes de contrôle réciproque entre l'État et les capitalistes qu'il soutient. Les contraintes qui mettent en échec les politiques industrielles sud-africaines sont analysées à partir du cas d'un programme d'acquisition stratégique lié à d'importants investissements en infrastructure. Les impératifs néolibéraux, la restructuration de l'économie et la faible mobilisation gouvernementale en faveur de l'industrialisation obèrent l'émergence d'un État développeur en Afrique du Sud.

Il ne s'agit pas tant d'un échec à devenir un État développeur, car il semble qu'il n'y ait eu aucune tentative sérieuse de mettre en œuvre un tel État, et ce en dépit de la rhétorique du gouvernement. Pour Alice Amsden, le développement d'une bureaucratie économique compétente a toujours été le résultat d'une décision politique ; les pays qui ont réussi leur industrialisation tardive ont donné la priorité aux politiques sectorielles pour faire croître leur économie, améliorant avec le temps leurs compétences en apprenant de leurs erreurs. C'est ce qui leur a permis de mettre en œuvre des interventions toujours plus complexes. Dans le cas sud-africain, l'équation est désarmante de simplicité : pas de mise en œuvre, pas d'apprentissage.

jeudi 20 oct.

Ilan Bizberg, Professeur-chercheur, Centre d'études Internationales d'El Colegio de México ; Membre associé à l'étranger du CADIS/EHESS, Paris

De la théorie de la dépendance à la théorie de la diversité des capitalismes

Depuis au moins le début du millénaire, le néo-institutionnalisme économique s'est imposé en Amérique Latine comme l'explication dominante des tentatives des pays d'Amérique latine pour se développer, ainsi que de ses échecs et crises. Cette perspective s'est centrée sur les institutions en oubliant les acteurs sociaux, notamment l'État, et ignoré la situation du pays dans l'économie internationale, et finalement essayé de trouver des explications univoques pour expliquer les échecs et succès temporaires des pays du continent. Ma présentation fait la critique de cette perspective en puisant dans la théorie de la dépendance (jetée aux oubliettes par ces théories venant des universités Nord-Américaines) ainsi que de l'école de la régulation, afin de proposer une perspective qui intègre tant les institutions, les acteurs sociaux, et l'insertion des pays dans l'économie internationale.

vendredi 21 oct.

8H30 - 9H30 - Discours d'ouverture 2 «Métamorphoses du référentiel de marché. La globalisation comme construction politique permanente et multiforme»

Eve Fouilleux, Directrice de recherche au CNRS - LISIS Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés, Université Gustave Eiffel

Cette présentation s'intéressera au travail politique impliqué dans le processus permanent de construction et de légitimation du référentiel de marché comme horizon principal de la vie économique et sociale, en particulier au niveau inter/transnational (ou « global »). Ce travail politique a lieu dans des espaces sociaux différenciés, dans lesquels les règles du jeu de l'argumentation et les stratégies mises en jeu par les acteurs impliqués peuvent être de nature variée. Ces espaces sociaux peuvent concerner tant les décisions de politiques publiques que les débats y afférant et se déploient à des échelles variées, du local au global. Comprendre les dynamiques qui les animent est essentiel pour appréhender la diffusion des normes sociales, économiques et politique qui légitiment et accompagnent la globalisation contemporaine.

9H45 - 11H45 - Panel 2 «Les frontières du capitalisme»

Ce panel interroge les frontières du capitalisme. Il interroge en particulier la manière dont les nouvelles pratiques organisationnelles permises par la révolution numérique (économie de plateforme, blockchain) et/ou imposées par la transition écologique (changement climatique, décroissance) modifient les institutions fondatrices du capitalisme (rapport salarial, monnaie et finance, propriété, etc.). De manière transversale, il questionne également la manière dont les recherches contemporaines sur le genre renouvellent la compréhension du fonctionnement de l'accumulation et de la domination capitaliste.

vendredi 21 oct.

Intervenant-es :

Matthieu Montalban, Maître de Conférences en Économie, Groupe de Recherche en Économie Théorique et Appliquée (GREThA), Université de Bordeaux

Le capitalisme de plateformes numériques entre nouvelles formes de régulations et invariants structurels : un état de l'art

La notion de capitalisme de plateformes numériques s'est imposée dans la littérature économique pour qualifier les transformations observées des formes institutionnelles et des modes de régulation liées à la digitalisation et à l'émergence des plateformes comme Amazon ou Uber, même si d'autres termes comme de *digital economy*, de *gig economy*, d'économie du partage, d'*on demand economy*, d'économie collaborative et du partage, de *crowd-based capitalism*, de capitalisme de plateformes, capitalisme de la Silicon Valley, de capitalisme centré sur les communs, de capitalisme de surveillance ou encore de techno-féodalisme, chacun de ces termes renvoyant à des réalités voisines mais ne se recouvrant pas exactement. D'innombrables travaux se sont déployés rapidement se focalisant tantôt sur la qualification globale des transformations en cours, tantôt sur un aspect ou l'autre des transformations institutionnelles et organisationnelles induites par les plateformes digitales. L'objet de cette communication sera, à partir d'un état de l'art des travaux théoriques et empiriques sur le sujet, d'analyser l'originalité de cette forme de capitalisme, en particulier en distinguant les éléments réellement nouveaux et les formes d'invariants structurels ou de retours en arrière. On montrera qu'il s'agit bien d'un nouveau mode de développement et qu'il signe la fin du régime d'accumulation financiarisé avec de nouvelles industries motrices et un centre se déplaçant de Wall Street vers la Silicon Valley, mais que les transformations organisationnelles et institutionnelles amenées par les innovation techniques peuvent s'apparenter paradoxalement à des retours en arrière sur des formes de régulation préfordistes et rouvrent des débats de politique économique ainsi que des conflits entre acteurs très classiques, qu'il s'agisse entre autres du travail, des formes de la concurrence, du système monétaire, du rapport à l'État ou des relations internationales. La nouveauté radicale de ce mode de régulation par les plateformes digitales est sans doute qu'il ne s'agit pas seulement d'une régulation du capitalisme numérique, mais qu'il s'agit au-delà de cette seule question économique d'une régulation numérique des sociétés elles-mêmes.

Céline Bessière, Professeure de sociologie, à l'Université Paris-Dauphine, IRISSO

Le genre au cœur de l'accumulation et de la domination capitaliste

Dans un livre récent, *Le genre du capital* (La découverte, 2020, réédition en poche en 2022), Céline Bessière et Sibylle Gollac montrent que les rapports sociaux de classe et la domination masculine sont indissociables. Tandis que certaines familles monopolisent le capital d'une génération à l'autre, au niveau intra-familial, les femmes accumulent nettement moins que les hommes. La reproduction de l'ordre du genre se joue dans les processus de conservation et de transmission du capital au sein de classes sociales possédantes. Réciproquement, la reproduction de l'ordre de classe repose sur l'enrichissement des hommes et l'appauvrissement des femmes. Les rapports sociaux de genre ne sont donc pas à la frontière, mais bien au cœur de l'accumulation et de la domination capitaliste. Dans cette communication, Céline Bessière reviendra sur la démonstration empirique qui permet d'affirmer cela pour la France contemporaine, en s'appuyant sur des monographies de famille, l'exploitation statistique de l'enquête *Patrimoine* de l'INSEE et des enquêtes menées auprès des professionnels du droit et du patrimoine (juges, avocat-es et notaires). Elle reviendra également sur les principaux points d'appui théoriques utilisés dans leur démonstration, au carrefour du féminisme marxiste et matérialiste et de la sociologie bourdieusienne.

vendredi 21 oct.

Valérie Boisvert, Professeure d'économie de l'environnement à l'Université de Lausanne

13H00 - 15H00 - Panel 3 «Étudier le capitalisme à différentes échelles»

Dans ses formes les plus communes, l'étude du capitalisme tend à entretenir une division du travail académique : des chercheuses et des chercheurs livrent des analyses macroscopiques adossées à quelques notions intégratrices (système-monde ; développement inégal et combiné ; classe capitaliste transnationale, etc.) ; d'autres privilégient l'examen approfondi d'une industrie et d'un terrain particuliers, en utilisant des concepts transposables (hégémonie ; double mouvement, etc.). À un niveau intermédiaire, quelques autrices et auteurs prétendent procéder à des comparaisons systématiques en combinant plusieurs variables (variétés de capitalisme ; régimes institutionnels et modes de régulation). Des travaux remettent aujourd'hui en question la pertinence de ce découpage et invitent à considérer simultanément plusieurs échelles d'analyse. Par-delà leurs différences, les nouvelles lectures des théories de l'impérialisme, les recherches sur les « hybrides de la mondialisation » et les analyses qui portent sur les « chaînes globales de valeur » ouvrent ainsi de nouvelles perspectives et prêtent à des débats de large portée.

Intervenant-es :

Benjamin Bürbaumer, Maître de Conférences en économie à Sciences Po Bordeaux

La mondialisation minée par l'intérieur : exploration des limites de l'interdépendance sino-américaine

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump (et d'autres dirigeants politiques perçus comme plus agressifs que leurs prédécesseurs, à l'instar de Xi Jinping) est largement perçue comme la raison d'une mise entre parenthèses du processus de libéralisation qu'incarne la mondialisation (Boyer 2020; Ikenberry 2018; Meunier and Nicolaidis 2019; Aglietta, Bai, and Macaire 2022). Ce papier propose d'explorer une hypothèse différente, à savoir que le ralentissement de la mondialisation est la conséquence même de son succès initial. En appliquant cette perspective, inspirée d'une association entre théorie de l'impérialisme et théorie de la régulation, au cas de la rivalité sino-américaine, il tente d'identifier les limites de l'interdépendance entre différents régimes d'accumulation, qui débouchent sur des relations transpacifiques plus ouvertement conflictuelles. Ce papier s'attache à repérer les contradictions à l'œuvre tant du côté des acteurs, dont les anticipations relatives à leur insertion dans la mondialisation ont évolué ces 30 dernières années, que du côté des structures de production et de consommation de deux rives du Pacifique.

Références :

Aglietta, Michel, Guo Bai, and Camille Macaire. 2022. *La Course à la suprématie monétaire mondiale*. Paris : Odile Jacob.

Boyer, Robert. 2020. *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*. Paris: La Découverte.

Ikenberry, G. John. 2018. "Why the Liberal World Order Will Survive." *Ethics & International Affairs* 32 (1): 17-29. [Lire](#)

Meunier, Sophie, and Kalypso Nicolaidis. 2019. "The Geopoliticization of European Trade and Investment Policy." *JCMS: Journal of Common Market Studies* 57 (S1): 103-13. [Lire](#)

vendredi 21 oct.

Jean-Christophe Graz, Professeur de relations internationales à l'Université de Lausanne, IEP-CRHM

Autorités hybrides transnationales et autres trolls de l'ambiguïté

Dans le sillage des lutins Vikings, un troll désigne généralement un utilisateur d'Internet ou un message posté sur les réseaux sociaux qui a pour but de susciter la polémique et faire croître l'incertitude à partir de fausses informations. Ici, la notion de troll est reprise sous une forme non intentionnelle pour désigner les perturbations, controverses et incertitudes susceptibles de résulter de l'ambiguïté du mode de régulation du capitalisme contemporain. Alors que certaines études sur la mondialisation continuent d'opposer les États et les marchés, cette communication se situe dans la continuité des travaux sur l'autorité privée transnationale qui appréhendent les dynamiques d'intégration et de désintégration marchande à partir des pratiques de pouvoir et de régulation formelles et informelles. Dans cette perspective, les moteurs et les entraves de la mondialisation reposent sur un ensemble d'autorités hybrides transnationales, caractérisé par une juxtaposition d'instances de pouvoir transformant la relation entre capitalisme mondialisé et souveraineté territoriale. Cette communication fait l'hypothèse d'une ambiguïté ontologique relative à la finalité politico-économique des autorités hybrides transnationales. Elle tente d'en tracer certaines implications et illustre cet argument à partir des normes requises pour qualifier et sécuriser les prestations transnationales de services et ses avatars sur les plateformes numériques en ligne.

Florence Palpacuer, Professeure de gestion à l'Université de Montpellier

Une approche polanyienne critique des imbrications financières et productives dans les chaînes globales : le cas de Weda Bay Nickel

Les débats récents dans les recherches sur les chaînes de valeur globales ont abordé l'articulation entre les sphères financières et productives à travers la notion d'enchevêtrement des Chaînes Globales de Richesse (global wealth chains) et des Chaînes Globales de Valeur, en questionnant leurs effets en matière de développement et d'inégalité.

Notre article contribue à ce débat en mobilisant une perspective polanyienne critique qui appréhende l'enchevêtrement des chaînes globales de valeur et de richesse en tant que processus de « commodification fictive ». Dans le capitalisme contemporain, ce processus concerne non seulement le travail, la terre et la monnaie, comme l'a conceptualisé Polanyi, mais aussi l'éthique, commodifiée à travers les discours et outils de la Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE).

Notre contribution se base sur l'étude d'un projet minier, Weda Bay Nickel, dont la phase d'exploration se déploie sur une 20aine d'années et dans les échelles spatiales multiples des marchés financiers, des gouvernements, de la société civile et des communautés résidant dans la baie de Weda, sur l'île indonésienne d'Halmahera. Nous montrons comment la RSE déployée dans l'échelle globale vient autoriser, légitimer et invisibiliser la destruction sociale et environnementale opérée par le projet dans l'échelle locale.

Cette communication est tirée d'un article (en cours de publication) coécrit par Florence Palpacuer (Professeur en sciences de gestion, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier) et Clara Roussey (Ingénieur de Recherche, Labex Entreprendre, Université de Montpellier).

vendredi 21 oct.

15H15 - 16H15 - Table Ronde : Les défis méthodologiques de l'économie politique : pluralisme, pluridisciplinarité, et cumulativité

Le terme d'« économie politique » est de nos jours approprié par une diversité de disciplines des sciences sociales françaises, de l'économie hétérodoxe à la sociologie économique, en passant par la sociologie politique de l'économie. Cette recherche pluridisciplinaire vise notamment à mettre en lumière la structuration politique des capitalismes. Il nous paraît aujourd'hui essentiel de lancer une réflexion méthodologique commune et collective afin de rendre compte des défis épistémologiques à l'œuvre au cœur de ces recherches. Pour ce faire, cette table ronde méthodologique est organisée autour de deux axes de réflexions :

1. L'« économie politique » et ses objets. Dans quelle mesure l'objet de recherche oriente-t-il le choix de la méthode en économie politique ? Suffit-il d'étudier un objet économique via un prisme sociopolitique pour faire de l'économie politique ?
 2. L'intégration scientifique des résultats. Quels défis sont posés par l'interdisciplinarité et le pluralisme méthodologique pour l'intégration scientifique des résultats ?
- Cette table ronde invite les intervenants à proposer un retour réflexif sur la construction de leurs objets de recherche et sur le choix des méthodes employées dans leurs travaux, et les défis que ces choix méthodologiques peuvent impliquer pour l'intégration scientifique des résultats et le dialogue interdisciplinaire en économie politique.

Intervenant-es :

Cyril Benoit, Chercheur CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée, Sciences Po Paris

Diversité méthodologique et tendances (sous) disciplinaires en économie politique

L'économie politique est souvent présentée comme étant caractérisée par son pluralisme méthodologique. Elle serait, de ce fait, parvenue à aménager un espace de dialogue entre les méthodes bien mieux que des disciplines concurrentes – au premier rang desquels on trouverait la science économique *mainstream*. Si la véracité de la première affirmation fait peu de doute, cette communication montre qu'il existe d'importantes polarités dans les méthodes utilisées par la recherche en économie politique – et qu'il serait plus approprié de parler d'une « cohabitation » plutôt que d'un véritable « dialogue ». Loin de se réduire à une opposition entre qualitatif et quantitatif, les polarités dont il est question ici renvoient à différentes familles de méthodes quantitatives et qualitatives, qui demeurent fermement attachées aux deux grandes traditions représentées dans la sous-discipline. Tandis que l'utilisation d'analyses de réseaux, d'approches sociographiques et du *process tracing* « inductif » est désormais devenu la norme en économie politique internationale, le recours à des modèles formels, à l'économétrie et au *process tracing* « déductif » reste majoritaire au sein de l'économie politique comparative. Après avoir posé ce diagnostic, cette communication présentera les causes de ces oppositions qui tiennent, pour partie, à la proximité de chaque sous-discipline avec des espaces disciplinaires voisins mais fortement autonomes les uns des autres. Dans un second temps, elle cherchera à déterminer si l'intégration des méthodes issues de traditions disciplinaires distinctes peut constituer une voie pertinente pour renforcer le dialogue, encore peu poussé, entre les deux grandes traditions de l'économie politique.

vendredi 21 oct.

François-Xavier Dudouet, Directeur de recherche CNRS. IRISSO

Comment enquêter sur les dirigeants de grandes entreprises ?

L'étude des dirigeants de grandes entreprises est un domaine de recherche assez ancien dont les premiers travaux remontent au début du XX^e siècle. Plusieurs traditions se sont développées parfois de manière complémentaire souvent de façon parallèle. On peut noter parmi les principales orientations : l'analyse des réseaux d'administrateurs ou *Interlocking Directorate Studies*, le managerialisme, les enquêtes prosopographiques sur les origines sociales et scolaires des dirigeants ainsi que sur le déroulement de leur carrière, aujourd'hui de nombreux travaux portent les questions de genre et de diversité. Notre intervention, organisée sous la forme d'un retour d'expérience, s'interrogera sur la manière de construire l'objet « dirigeants de grandes entreprises » et sur les techniques d'enquêtes que l'on peut déployer. Nous verrons dans un premier temps quels pièges à éviter avant de se lancer dans l'étude des dirigeants de grandes entreprises, puis comment faire dialoguer la sociologie avec d'autres disciplines, notamment le droit et la finance, enfin quelles sources et méthodes mettre en œuvre.

Mathilde Fois Duclerc, Doctorante au Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

Que peuvent dire les sciences sociales sur les monnaies locales ?

L'étude des monnaies locales est un domaine de recherche assez récent dont les premiers travaux remontent à la fin des années 1990, pour répondre aux interrogations suscitées par l'apparition de nouvelles « alternatives à la monnaie », comme les *local exchange trading systems* et les Time Banks dans les contextes anglo-saxons et les systèmes d'échange local en France. Le principal courant de recherche qui a investi ce sujet dans le contexte est l'institutionnalisme monétaire, qui est un domaine de l'hétérodoxie économique nourri par des approches interdisciplinaires (notamment par la contribution de l'anthropologie et de l'histoire) ; d'autres travaux se sont quant à eux inscrits dans le cadre de la sociologie économique ou de l'anthropologie économique. À partir d'une recherche doctorale en cours, l'intervention abordera la démarche de construction de l'objet « monnaie locale ». J'évoquerai d'abord la question du positionnement par rapport à la littérature existante, puis les différents choix méthodologiques et obstacles rencontrés, et enfin les défis « posés par l'interdisciplinarité et le pluralisme méthodologique pour l'intégration scientifique des résultats », en revenant sur une expérience récente d'écriture à quatre mains.
